

# Rwanda, des mois de vigilance

## Les événements

(chronologie partielle)

**6 avril** : attentat contre l'avion de Juvénal Habyarimana. Mort des présidents rwandais et burundais et de plusieurs dignitaires du régime Habyarimana.

**7 avril** : début des massacres des opposants rwandais. Reprise des combats entre le FPR (Front patriotique rwandais) et les FAR (Forces armées rwandaises). Début du génocide des Tutsis perpétré par les milices, les FAR et la garde présidentielle.

**18 avril** : retrait quasi total de la MINUAR (Mission des Nations unies au Rwanda) sur décision du Conseil de sécurité (vote favorable de la France). Accueil par la France de plusieurs dignitaires du régime Habyarimana (qui résident toujours à Paris).

**23 juin - 4 juillet** : intervention française dite "opération Turquoise". Création d'une "zone humanitaire sûre" (ZHS) au sud-ouest du Rwanda. Les médias braquent leur attention vers Turquoise et beaucoup "oublient" la responsabilité de la France dans la tragédie rwandaise... le choléra occulte le génocide.

**28 juin** : remise à la Commission des droits de l'Homme de l'ONU du rapport de M. Degni-Segui, bâtonnier d'Abidjan, rapport accablant pour le gouvernement en place à Kigali, formé des ultras du régime Habyarimana.

**17 juillet** : avancée rapide du FPR jusqu'à la frontière zairoise. Fuite des membres de l'ancien gouvernement vers le Zaïre. Exode d'un million de Rwandais vers le Zaïre. Formation du nouveau gouvernement rwandais.

**28 juillet** : le Secrétaire général des Nations unies annonce la création d'une commission d'enquête chargée d'identifier les responsables du génocide. Le siège du Rwanda aux Nations unies est enfin déclaré vacant.

**3 août** : l'Ambassade américaine à Kigali est réouverte.

**21 août** : fin de l'opération Turquoise. Nouvel exode mais moins important que ce que l'on pouvait craindre.

**30 août** : le Rwanda est à nouveau représenté au Conseil de sécurité de l'ONU (membre non-permanent).

## L'action des associations

**10 avril** : lancement de l'appel "pour l'arrêt immédiat des massacres et le soutien aux mouvements démocratiques au Rwanda" par un groupe de chercheurs de Montpellier.

**20 avril** : première réunion de concertation des associations travaillant avec le Rwanda.

**3 mai** : conférence de presse des associations du collectif Solidarité France-Rwanda en présence de Mgr Delaporte, président de la Commission française Justice et Paix et de M. Pierre Vidal-Naquet, historien.

**5 mai** : lancement de la campagne de cartes postales à M. Juppé pour demander à la France de dénoncer les responsables des massacres et du génocide et d'agir pour le retour de la MINUAR sur place et pour l'application des accords d'Arusha. Cette campagne, coordonnée par Agir ici, a été menée avec de plus de vingt associations de solidarité. 40 000 cartes postales diffusées, des milliers de photocopies et de pétitions réalisées sur la base du document de campagne.

**19 mai** : rencontre du Collectif Solidarité France-Rwanda avec M. Faustin Twagiramungu, Premier ministre désigné par les accords d'Arusha, lors de son premier passage à Paris.

**20 mai** : rencontre de Mme Loiseau-Ducolombier, en charge du dossier Rwanda au cabinet du ministre des Affaires étrangères.

**25 mai** : les associations se félicitent de l'évolution du gouvernement français (reconnaissance du génocide par M. Juppé devant l'Assemblée nationale, décision de recevoir M. Faustin Twagiramungu).

**6 et 8 juin** : réunions au Sénat et à l'Assemblée nationale avec les parlementaires concernés (Président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat, président du groupe d'amitié France-Rwanda...).

**9 juin** : fusion de deux initiatives (le Collectif Solidarité France-Rwanda d'une part et Médecins du Monde-SOS Racisme-Citoyens solidaires d'autre part) au sein du Comité national de solidarité France-Rwanda. Ce comité lance un appel à la mobilisation pour prévenir la famine qui menace les populations au Rwanda même, sans oublier de désigner les responsables du génocide.

**21 juin** : les associations prennent position contre l'intervention française au Rwanda : lettres aux députés et aux délégations des pays membres du Conseil de sécurité à l'ONU, ainsi qu'à leurs ambassades en France. Elles dénoncent l'ambiguïté de l'opération Turquoise (zone refuge pour des responsables des massacres, présence au sein du contingent français de plusieurs officiers ayant servi auprès du régime Habyarimana dans sa guerre contre le FPR à partir de 1990) et demandent le déploiement immédiat de la MINUAR.

**8 juillet** : communiqué de presse : les associations se réjouissent de la mise en place d'un gouvernement conforme à l'esprit des accords d'Arusha, sous la direction de M. Faustin Twagiramungu et rappellent qu'il est indispensable de désarmer et d'arrêter les miliciens et de mettre en place un tribunal international pour juger les responsables du génocide pour crime contre l'humanité. Le CCP ouvert par le Comité national de Solidarité France-Rwanda a déjà collecté 700 000 F, grâce à de nombreux encarts dans la presse. Un premier convoi de vivres et de matériel sanitaire est financé.

**Fin juillet** : les associations dénoncent l'attitude de la France face à l'exode — annoncé — d'un million de Rwandais au Zaïre, exode en grande partie suscité par la radio Mille Collines (que l'armée française aurait pu brouiller dès son arrivée au Rwanda) et par les FAR, les milices et les bourgmestres qui fuyaient l'avancée du FPR.

**18 août** : communiqué de presse et lettres aux ministères demandant que la communauté internationale et notamment la France reconnaissent officiellement le gouvernement de Kigali et mettent hors d'état de nuire les responsables du génocide, conditions indispensables pour permettre le retour des réfugiés au Rwanda.

**Fin août** : l'appel à la générosité lancé par le Comité national Solidarité France-Rwanda a permis de réunir 3,3 millions de francs. La moitié de cette somme a déjà été dépensée au profit de projets d'urgence (acheminement de vivres) et de réhabilitation d'hôpitaux au Rwanda. Le reste des fonds sera dépensé courant septembre en fonction des besoins les plus urgents.

**1<sup>er</sup> septembre** : le manifeste de la "Coalition pour amener la politique africaine de la France à la raison démocratique", lancée par Survie et Agir ici est soumis à la signature d'autres associations en vue d'actions communes. ■